

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 09/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN EDP RENEWABLES

25 quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Références : 07/08/2024
Code AIOT : 0005108201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN EDP RENEWABLES implanté PARC EOLIEN EDP RENEWABLES Prouville III 80370 Prouville. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN EDP RENEWABLES
- PARC EOLIEN EDP RENEWABLES Prouville III 80370 Prouville
- Code AIOT : 0005108201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien comprend 3 aérogénérateurs de construction Vestas V100, d'une puissance unitaire

de 2.2 MW et d'une hauteur de 130 mètres.

La construction du parc est autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 autorisant la SAS EDPR France Holding à exploiter un parc comprenant trois aérogénérateurs et un poste de livraison sur la commune de Prouville, accompagné du donner acte en date du 19 mars 2019 relative à la modification considérée comme non substantielle de changement de puissance unitaire des aérogénérateurs passant de 2 MW à 2,2 MW. Un arrêté préfectoral portant autorisation modificative au regard de la prise en compte des capacités financières complétées a été pris le 02 février 2021.

Le parc a été mis en service le 1er janvier 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Panneau et identification mât | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 4 | Formation et exercices | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 8 | Vérifications électriques avant mise en service | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 10 | Contrôle visuel des pâles | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 13 | Moyens de lutte contre incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 2 | Accès | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 5 | Intérieur | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 6 | Essais arrêts avant mise en service | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa | Sans objet |
| 7 | Essais annuels des arrêts | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa | Sans objet |
| 9 | Contrôle des brides et du mât | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I | Sans objet |
| 11 | Systèmes Instrumentés | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|-------------------|
| | de sécurité | | |
| 12 | Systèmes Instrumentés de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées, objet de la proposition de mise en demeure, portent sur:

- > en lien avec l'article 14 (1er paragraphe) de l'AM du 26/08/2011 modifié, sur nécessité d'apposer la numérotation prévue à l'art 2.2 sur les mats.
- > en lien avec l'art.15 alinéa, sur la nécessité de transmettre :
 - le plan de prévention couvrant la période en cours,
 - les habilitations et attestations de formation des personnels EDPR, Vestas et des autres intervenants
 - les justificatifs établissant que les intervenants ont connaissance des procédures à suivre en cas d'urgence
- > en lien avec l'art. 17-3ème alinéa sur la nécessité de fournir des rapports de vérification périodique des installations électriques en cours de validité annuelle
- > en lien avec l'art. 18 - II sur la nécessité de transmettre les rapports de contrôles réalisés antérieurement et postérieurement aux contrôles de novembre 2023 (rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas), afin de permettre la vérification du respect de la périodicité de contrôle de 6 mois.
- > en lien avec l'art. 24 sur la nécessité de fournir les justificatifs de vérification des extincteurs en cours de validité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "</p> |

dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. « Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constats :

Vu le rapport Envol Environnement (version du 07 novembre 2023) relatif au suivi environnemental comportant :

- Le suivi de mortalité effectué entre le 23 mai et le 25 octobre 2022 pour un total de 36 journées de prospection
- L'étude en continu de l'activité chiroptérologique en hauteur qui s'est déroulée entre le 1er avril et le 31 octobre 2022 par la mise en place d'un détecteur GSM Batcorder au niveau de la nacelle de l'éolienne E3.

Vu le certificat de dépôt sur la base « DEPOBIO » du 27 avril 2023.

Le rapport de suivi conclut (en pages 114 et 115) :

« Les résultats du suivi de mortalité 2022 sont en adéquation avec les impacts potentiels pressentis par l'étude de la bibliographie et avec les résultats obtenus par les suivis réalisés sur les parcs voisins de Saugueuse (Prouville 2) et Prouville 1.

Pour les oiseaux, ce sont surtout des espèces inféodées aux cultures et qui se reproduisent au sein des espaces ouverts ou qui s'y nourrissent quotidiennement qui semblent victimes du fonctionnement du parc éolien. Celles-ci étaient déjà bien présentes avant la mise en fonctionnement de la centrale éolienne et continuent donc d'utiliser le territoire d'implantation. **En comparant les sensibilités des différents oiseaux impactés avec leurs états de conservation sur le territoire français et leur écologie connue, le fonctionnement du parc éolien ne semble pas de nature à générer des effets négatifs sur le déroulement des cycles biologiques (impacts faibles non significatifs).**

Les projections sont dans la moyenne de celles calculées par la LPO et même en prenant en compte une surestimation générale des calculs, la mortalité reste significative.

Même si la nature des espèces impactées et le faible nombre de cadavres recensés par espèce ne semblent pas engendrer d'effets négatifs sur l'état de conservation des populations locales, il est avéré que le parc génère de la mortalité aviaire. Il convient donc d'essayer de réduire le potentiel accidentogène des éoliennes. Il est ainsi recommandé **d'entretenir rigoureusement les abords immédiats des éoliennes** afin de minimiser leur attractivité afin de ne pas attirer les insectes et leurs prédateurs (cf page 110). Il apparaît également pertinent **d'engager un dialogue avec les agriculteurs locaux afin de leur indiquer de ne pas stocker de fumier ou disposer d'agrains ou d'abreuvoirs sous les éoliennes et globalement jusqu'à 200 mètres des mats afin de ne pas créer de micro-habitats propices aux proies** (cf page 111).

Concernant les chiroptères, aucun cadavre n'a été découvert et le suivi en altitude a montré une activité faible tout au long de l'année au niveau de la nacelle étudiée. **Les effets sur la chiroptérofaune apparaissent globalement contenus**, mais notons l'existence de voies de migration de faibles ampleurs sur le parc concernant principalement les noctules (notamment la Noctule de Leisler) et dans une moindre mesure la Pipistrelle de Nathusius.

Les chauves-souris sont plus vulnérables que les oiseaux car elles n'ont qu'un petit par femelle et

par an. Chaque perte entraîne donc des répercussions et donc un impact significatif sur les populations en empêchant leur renouvellement. Par conséquent, **afin de favoriser la sauvegarde de ces espèces sensibles, un bridage est proposé durant la période de début juillet à fin septembre** (cf pages 111 et 112).

Afin d'obtenir une base de données riche et fiable, **le renouvellement du suivi de la mortalité** est recommandé sur la base d'un passage par semaine entre les semaines 20 et 43 (cf page 113). Celui-ci permettra de confirmer les effets résiduels à priori faibles du parc sur les oiseaux et les chiroptères notamment durant la période de bridage proposée. »

Les recommandations relatives à l'entretien des plate-formes et leurs abords figurent en page 110 du rapport de suivi :

- au minimum 2 fois par an en évitant au maximum la période de nidification (début avril à fin juillet), soit un premier passage en mars et un second en août. Un troisième passage pourra être déclenché si la repousse est importante au cours de la période de nidification et si un écologue confirme la non-présence de nicheurs au sein des végétations visées. Cet entretien peut consister soit en une coupe

rase des végétaux, soit en un labourage léger (5-8 cm de profondeur) afin de diminuer la densité en proies potentielles (arthropodes, petits mammifères...). Ceci concerne notamment les rapaces, mais bénéficie également aux chiroptères et à tout autre animal volant intéressé par la végétation haute, dense et surtout, pérenne accompagnant la plateforme.

En ce qui concerne le bridage, Envol Environnement précise que, suite à l'analyse des données récoltées en 2022 (suivis en altitude et suivis de mortalité des 3 parcs de Prouville), les effets résiduels du parc semblent faibles sur les chiroptères.

Cependant afin de limiter la mortalité potentielle de ce groupe dont des voies de migration semblent exister sur le secteur, il préconise la mise en bridage sur les 3 éoliennes du parc Prouville III selon les paramètres suivants :

- pendant les 7 premières heures de nuit
- pour la période « début avril à fin juillet » : vitesses de vent inférieures ou égales à 5,5 m/s et températures supérieures ou égales à 12°C
- pour la période « début août à fin septembre » : vitesses de vent inférieures ou égales à 5,5 m/s et températures supérieures ou égales à 14°C

Ce scénario permettrait théoriquement de **préserver 84 % des chiroptères** circulant sur l'année. Ce bridage vise principalement les chauves-souris migratrices (noctules, Pipistrelle de Nathusius), mais sera tout de même bénéfique à toutes les autres espèces évoluant à hauteur de pale sur la période régulée, ainsi que tous les oiseaux ayant débuté leur migration et circulant la nuit.

L'article 6.1 de l'APA du 30 juin 2017 prescrit un bridage uniquement sur l'éolienne E3 selon des paramètres plus sévères que ceux préconisés ci-dessus.

L'exploitant a indiqué que les modifications ont été opérées par le turbinier selon les préconisations ci-dessus sur les 3 machines. Ce « bridage » est actif depuis le 1^{er} avril 2024.

L'exploitant a transmis un devis du 22 novembre 2023 établi par Envol Environnement pour un suivi de mortalité de la semaine 27 à la semaine 39, à raison de deux passages par semaine en moyenne. **Pourquoi pas de semaines 20 à 43 selon préconisations exposées ci-dessus et en accord avec le protocole national de 2018 ?**

Globalement, l'inspection des ICPE va proposer un APC pour la mise en place du bridage sur l'ensemble du parc, le respect des recommandations d'entretien et l'interdiction de stocker du

| |
|---|
| fumier ou de disposer d'agrainoirs ou d'abreuvoirs sous les éoliennes et globalement jusqu'à 200 mètres des mats. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Alors que le renouvellement du suivi de la mortalité est recommandé sur la base d'un passage par semaine entre la semaine 20 et 43 de l'année 2024, le devis présenté concerne un suivi de mortalité de la semaine 27 à la semaine 39. <u>Le suivi à réaliser devra respecter la préconisation (entre la semaine 20 et 43) correspondant au protocole national de 2018.</u> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Accès |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : Les 3 aérogénérateurs et le PDL sont bien maintenus fermés à clé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Panneau et identification mât

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : En dehors du repérage de l'éolienne par son chiffre 1, 2 ou 3, les mats ne comportent pas le numéro prévu à l'article 2.2 de l'AM du 26/08/2011 modifié (ni même le n° de Série comme il est habituel de voir sur les mâts). |

| |
|---|
| Les autres marquages et pictogrammes sont présents et bien lisibles à la fois sur la machine et sur les panneaux à l'entrée des plate-formes. Le panneau à l'entrée de la plate-forme de E1 est au sol. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient d'apposer la numérotation prévue à l'art 2.2 et replacer le panneau ICPE à l'entrée de la plate-forme de E1. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Formation et exercices

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel |
| Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. |
| Constats : L'exploitant Prouville III (EDPR) indique avoir comme entreprise extérieure le turbinier Vestas (qui emploie des sous-traitants), Vinci pour la maintenance HT du PDL et SOCOTEC pour la partie BT du PDL. Malgré notre demande formulée au cours de l'inspection, notre rappel par mail du 22 mai 2024 et notre relance du 09 juillet 2024, le plan de prévention couvrant la période en cours, les habilitations et attestations de formation des personnels EDPR, Vestas et autres intervenants ainsi que les justificatifs établissant que les intervenants ont connaissance des procédures à suivre en cas d'urgence ne nous ont été transmis. Vu compte rendu d'un exercice d'évacuation d'urgence avec le SDIS 80 (GRIMP) réalisé le 22 juin 2018 sur la machine E7 du parc voisin de Prouville II (Saugeuse). Prouville III n'était pas construit à cette date. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de nous transmettre : <ul style="list-style-type: none"> - le plan de prévention couvrant la période en cours, - les habilitations et attestations de formation des personnels EDPR, Vestas et autres intervenants |

| |
|--|
| - les justificatifs établissant que les intervenants ont connaissance des procédures à suivre en cas d'urgence |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Intérieur

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, propreté |
| Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : Vérification effectuée sur les 3 éoliennes et le PDL Les installations sont maintenues propres et il n'y a pas de stockage de matières combustibles au pied de mat dans les aérogénérateurs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Essais arrêts avant mise en service

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| Prescription contrôlée : « Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. » - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. |
| Constats : Eolienne Vestas V100 - 2.2 MW / MK 10D. Vu les rapports de Commissioning / Start-up Procedure Vestas : E1 n° 240614 : contrôles réalisés du 08/11 au 26/11/2021 E2 n° 240615 : contrôles réalisés du 02/11 au 26/11/2021 E3 n° 240616 : contrôles réalisés du 10/10 au 26/11/2021 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Essais annuels des arrêts

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : Vu les rapports de Service Report - Check ICPE Electrical établi par Vestas : E1 n° 240614 : contrôles réalisés le 11/12/2023 E2 n° 240615 : contrôles réalisés le 16/11/2023 E3 n° 240616 : contrôles réalisés le 20/11/2023 Les vérifications sont en cours de validité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Vérifications électriques avant mise en service

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| Prescription contrôlée : « Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : L'exploitant nous a transmis 4 rapports de vérification SOCOTEC ENR du 24/11/2022 (1 rapport par éolienne et un pour le PDL). Aucun rapport de vérification plus récent ne nous a été transmis. La fréquence annuelle n'est pas respectée. Les contrôles ont un retard de vérification de huit mois. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir des rapports de vérification périodique des installations électriques en cours de validité annuelle |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Contrôle des brides et du mât

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de vérification Service Report « Service 3 Months » établis par Vestas : E1 n° 240614 : contrôles réalisés du 16/02 au 29/04/2022 E2 n° 240615 : contrôles réalisés du 18/02 au 29/04/2022 E3 n° 240616 : contrôles réalisés du 22/02 au 29/04/2022</p> <p>Vu les rapports de vérification annuelle Service Report « Service 1 Year » établis par Vestas : E1 n° 240614 : contrôles réalisés du 21/11 au 29/11/2022 E2 n° 240615 : contrôles réalisés du 28/11 au 01/12/2022 E3 n° 240616 : contrôles réalisés du 29/11 au 06/12/2022</p> <p>Vu les rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas : E1 n° 240614 : contrôles réalisés du 07/11 au 21/11/2023 E2 n° 240615 : contrôles réalisés du 13/11 au 21/11/2023 E3 n° 240616 : contrôles réalisés du 16/11 au 21/11/2023 Points visés en page 18/20 paragraphe 14 des rapports.</p> <p>La périodicité des contrôles est respectée.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle dynamométrique est réalisé tous les 3 ans. Il convient de justifier le mode opératoire et en particulier le pourcentage de contrôle et sa fréquence.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de justifier le mode opératoire et en particulier le pourcentage de contrôle et sa fréquence.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Contrôle visuel des pâles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Pâles |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas en novembre 2023 (cf art 18-I ci-dessus) Points visés en page 6/20 lignes 4.14 à 4.18 des rapports.</p> <p>Dans les documents transmis, il ne figure pas de rapport en lien avec un contrôle réalisé dans un délai de 6 mois antérieurement ou postérieurement aux contrôles ci-dessus de novembre 2023.</p> <p>Il avait été convenu avec l'exploitant de nous transmettre le rapport de contrôle réalisé par drone en 2023. Documents non transmis.</p> <p>Aucun document ne permet de vérifier le respect de la périodicité de 6 mois.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les rapports de contrôles réalisés antérieurement et postérieurement aux contrôles de novembre 2023 (rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas), afin de permettre la vérification du respect de la périodicité de contrôle de 6 mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 11 : Systèmes Instrumentés de sécurité

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, SIS</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de Service Report - Check ICPE Electrical établis par Vestas :</p> |

| |
|--|
| <p>E1 n° 240614 : contrôles réalisés le 11/12/2023</p> <p>E2 n° 240615 : contrôles réalisés le 16/11/2023</p> <p>E3 n° 240616 : contrôles réalisés le 20/11/2023</p> <p>Les vérifications sont en cours de validité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Systèmes Instrumentés de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, SIS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La liste des équipements de sécurité ne nous a pas été formellement transmise mais les points de contrôles des systèmes instrumentés de sécurité figurent au paragraphe 4 (relative à l'art. 18-III) des rapports de Service Report - Check ICPE Electrical établis par Vestas</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Moyens de lutte contre incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'extincteur situé en pied de mat de E2 et celui dans les locaux du PDL portaient des étiquettes de vérification dont la validité était échue.</p> <p>Aucun rapport de vérification ne nous a été transmis.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir les justificatifs de vérification des extincteurs en cours de validité.</p> |

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |